
JÓZEF ŁAPTOS

Les intellectuels pacifistes français face au défi fasciste

L'histoire de l'antifascisme se présente comme un domaine très peu exploré en comparaison avec le fascisme lui-même, qui a attiré l'attention de nombreux chercheurs et essayistes. En partant de cette constatation, à notre avis bouleversante, nous ne proposons néanmoins de chercher les raisons de ce phénomène ni ne promettons de combler cette lacune. L'objet de cet article est plus modeste: il s'agit ici d'évoquer les aspects et les difficultés d'une prise de conscience du fascisme chez les intellectuels français se déclarant pacifistes ou bien passant pour tels. Nous évoquerons donc les noms de Romain Rolland, d'Henri Barbusse, de René Gerin et nous nous fonderons sur les témoignages d'hommes comme Georges Duhamel, Charles Vildrac, Jean Guéhenno et Jean-Richard Bloch - tous collaborateurs de la revue "L'Europe".

Le pacifisme chez les intellectuels français apparaît de prime abord comme la chose du monde la plus naturelle. Comment les hommes qui ont fait la première guerre mondiale n'en garderaient-ils pas l'horreur, et ne prendraient pas la décision de tout faire pour écarter le retour du fléau? Or ce pacifisme purement affectif, ceux-la mêmes qui ont vécu la guerre le jugent insuffisant et fragile, et de surcroît - incapable de peser sur la génération qui n'a pas connu l'épreuve du feu. Mais surtout, le sentiment qui de-

meure le plus brûlant, chez ces témoins, n'est pas tant le souvenir des souffrances endurées que le dégoût que leur inspire encore, des années après, l'abdication presque générale des intellectuels dès les premiers moments de la guerre. Avec quelle amertume Vildrac, près de dix ans après l'armistice, ne constate-il pas que:

"... les propagandistes et les bourreurs de crânes les plus actifs, sinon, les plus convaincus, les mouchards et les diffamateurs les plus attachés à leur besogne, les hommes enfin les plus efficacement consacrés à l'aveuglement du pays furent recrutés parmi les intellectuels"¹.

Autre sentiment brûlant: celui d'avoir été leurré, d'avoir cru, un moment à une cause - celle de la Civilisation, du Droit contre la barbarie - qui recouvrait, en fait, de sordides réalités. Il est difficile de retrouver l'auteur de la phrase: "On croit mourir pour la France, et on meurt pour le Comité des Forges", mais c'est une devise que pourraient reprendre à leur compte bien des collaborateurs de "L'Europe". Un autre élément qui pèse lourdement dans la balance est la conviction, qui paraît peut-être banale aujourd'hui, que les responsabilités du conflit étaient largement partagées et qu'il y avait eu, chez toutes les nations belligérantes, un "parti de guerre", intéressé à ce qu'elle éclatât. Mais plus cruelle encore était la certitude que la paix avait été ratée et qu'elle portait en elle, si on n'y veillait pas, les germes des conflits futurs. La France victorieuse avait eu l'occasion d'être à la fois sage et généreuse, elle l'avait manquée, elle avait humilié et blessé, de façon peut-être irrémédiable, l'ennemi abattu. Cette pensée-là conditionnera dans une large mesure le regard porté sur l'Allemagne et même sur l'Allemagne hitlérienne.

De façon plus générale, on perçoit chez ces hommes très cultivés une sorte de stupeur scandalisée devant la solution ruineuse et stupide qu'est la guerre: scandale pour l'esprit,

la guerre est aussi, dans un monde où les nations comme les intelligences s'enrichissent de leur complémentarité, où "l'essentiel, dans chaque homme, est devenu international"², un anachronisme grotesque.

Cette paix si juste, si nécessaire, comment ses champions la conçoivent-ils?

On est frappé de voir qu'ils s'en font une idée presque purement morale, admirable, certes, mais dont on voit mal comment elle pourrait gagner la foule de ceux qui souffrent d'un nationalisme irritant. Méditant sur le dixième anniversaire de la déclaration de la guerre, G. Duhamel constate que, même dans une guerre "juste", l'esprit, pour lutter contre la violence, ne saurait recourir à la violence.

"Je ne crois - écrit-il - ni aux vertus du duel, ni au jugement de Dieu. L'esprit opère sur un plan, la force armée sur un autre. La guerre est une affaire entre moi et moi. (...) Quels que soient mes faux-pas, je n'ai plus désormais qu'un dessein: refuser à la guerre, en toute circonstance, mon assentiment et ma collaboration"³.

Très bien, mais comment allait-on gagner à cette haute sagesse la masse de ceux qui étaient contaminés par le nationalisme guerrier de "L'Action Française" ou étaient animés, tout simplement, par l'amer sentiment de "Boche payera"⁴ Et surtout, comment atteindre et gagner à l'esprit de la paix l'Allemagne douloureuse, frustrée des années 20, l'Allemagne où bouillonnait une énergie sans emploi et qui commençait déjà à nourrir de dangereuses folies?

Ce pacifisme du coeur n'est pas le seul que postule ce groupe d'intellectuels inquiets, qui envisagent aussi bien l'abandon de la notion égoïste de souveraineté nationale illimitée au bénéfice d'un Super-Etat⁵ que la fondation, par une élite internationale, d'une "ligue mondiale de la paix"⁶. Les chances d'une paix véritable et durable, aux yeux de certains intellectuels de gauche, groupés plutôt autour du

"Monde" que de "L'Europe", passent par une transformation radicale de structures économiques et sociales qui engendrent fatalement la guerre et se trouvent, disons le mot - dans la Révolution. On sait que Romain Rolland a intitulé le volume où il a rassemblé les essais de 1929 à 1935 consacrés au combat contre la guerre - "Par la Révolution, la Paix". Répondant, en février 1931, à un pacifiste anglais qui lui avait demandé ce qu'il pensait de l'objection de conscience pronée par Einstein, il a dit:

"Il faut le dire nettement, sans illusions: Point d'autre moyen pratique d'abolir la guerre, promptement, que d'abolir le système actuel de société et de gouvernement, qui est générateur de guerres"⁷.

On comprend, dans ces conditions, l'attachement passionné que vouent certains de ces pacifistes parmi les plus ardents, à commencer par Romain Rolland, à cette terre promise de leur idéal qu'est devenu pour eux l'URSS, et même leur long refus de percevoir dans la réalisation soviétique de cet idéal les premières déformations. On se demande néanmoins comment ils ont pu croire aux chances prochaines d'une révolution prolétarienne, dans leur pays notamment. Pouvaient-ils ignorer, lorsqu'ils parlaient d'abolir promptement la guerre, les divisions de la gauche, le contrôle de fait exercé sur une bonne partie de la "grande presse"⁸ par les pouvoirs d'argent, l'extrême difficulté de toucher une opinion publique en grande partie, il faut bien le dire, indifférente et inconsciente?

Et pourtant, le temps était compté. Mais presque personne - et surtout les gouvernements qui se sont succédés dans cette période de la dernière chance - ne semble avoir réalisé pleinement ce qui se préparait en Allemagne. Cette Allemagne, les rédacteurs de "L'Europe" et d'autres revues pacifistes, dont chaque numéro, ou presque, avait publié une page d'un écrivain allemand, un dessin d'un artiste

allemand - ne l'avaient cependant pas ignorée ni négligée. Ils s'étaient penchés sur sa misère, lançant en faveur des enfants affamés des appels émouvants. D'excellents commentateurs français et allemands - notamment Kasimir Edschmid, Raymond Aron, Kurt Hiller dans "L'Europe", A. Rossi, Egon-Erwin Kisch, Rudolf Leonhardt dans "Le Monde" - avaient suivi l'évolution politique de la République de Weimar et les débuts du IIIème Reich. Des reportages avaient paru, dont ceux, remarquables, de Stefan Priacel et Daniel Guérin, des interviews, des comptes-rendus de livres. Tout en accordant une importance particulière à l'économie, on n'avait pas été insensible aux facteurs moraux et psychologiques qui, assez tôt, pouvaient laisser présager une évolution inquiétante: une violence sourde, une sorte de mysticisme flottant et diffus, un malaise spirituel de la jeunesse plein de toutes les promesses ou de toutes les menaces. Et pourtant, il se peut que l'intensité même de la détresse et du désarroi allemands les aient rendus à la lettre inimaginables aux citoyens d'une France malgré tout assez heureuse. En dépit des crises économiques et monétaires que la France a connues, en 1924 et 1932 notamment⁹ en dépit des tensions de la politique intérieure, elle pouvait apparaître comme le pays par excellence de la douceur de vivre. Un proverbe allemand dit même: "Heureux comme Dieu en France"... Comment eut-elle compris la genèse d'un phénomène, le nazisme, qui aujourd'hui encore déconcerte les historiens qui ne parviennent à en donner aucune explication globale pleinement satisfaisante?

Ajoutons que la gauche intellectuelle française est sollicitée, dans ces années-là, par ce qui se passe en URSS, par la violente et constante campagne anticommuniste que mènent la "grande presse", pour barrer la route aux nostalgiques d'un ordre nouveau qui rêvent d'un régime "pur et dur". On ne peut pas penser tout le temps à l'Allemagne.

La première commotion véritable avait été provoquée par la montée rapide des nationaux-socialistes aux élections de septembre 1930. Là, pour la première fois, les pacifistes se trouvaient acculés à un cruel dilemme: en effet, croire au danger que constitue cette Allemagne nouvelle, c'est renier une volonté d'ouverture et de concorde défendue, depuis des années, contre une droite têtue; est, à la première alerte, accepter de reconnaître, dans le visage de la nouvelle Allemagne, celui de cet "impérialisme germanique" dénoncé avec obstination par un Charles Maurras ou un Léon Daudet¹⁰. Tout, mais pas cela! Les élections de novembre 1932 ayant marqué un léger recul du parti hitlérien, nous voyons un Raymond Aron, pourtant bon observateur, se raccrocher aussitôt à ce faible espoir. Allons donc, tout n'est pas joué, et surtout France et Allemagne sont "fatiguées de cette éternelle querelle". Et de conclure que si les Français veulent s'entendre avec l'Allemagne, c'est avec ses nouveaux représentants qu'il leur faut traiter, que cela soit plaisant ou non. "Les formules du pacifisme universal ne sont, hélas, plus de saison"¹¹.

Ce point de vue sera repris, de façon moins nette, par d'autres voix. Nous voyons nos pacifistes déchirés entre la répugnance que leur inspire le nouveau régime et le souvenir amer des erreurs commises par leur propre pays, des hommes de bonne foi qui se disent que, si l'Allemagne a pris cette voie déplorable, la France en porte sa lourde part de responsabilité. Mais, en même temps, ils ne peuvent ignorer que l'hitlérisme foule aux pieds les valeurs mêmes qui leur sont les plus chères.

Ainsi les illusions persistent longtemps après janvier 1933, date de l'arrivée de Hitler au pouvoir et tout autant la méconnaissance de ce qu'est le nazisme. D'autre part, il ne faut pas oublier que les prises de consciences ne dérivent pas directement des faits, mais de l'interprétation

qu'on en donne, elles émergent d'une sorte de conscience antérieure. Les événements de février 1934 à Paris ont probablement joué un plus grand rôle qu'on ne le suppose.

Ce qui retient l'attention et qui explique mieux qu'on ait tardé à bien voir quel danger présentait le fascisme, et comment il convenait de le combattre, c'est que les diverses familles de gauche, durant plusieurs années, ne sont pas parvenues à une théorie satisfaisante à son sujet. L'impératif de l'action gênait sans doute la recherche théorique, et cela d'autant plus que le fascisme, phénomène nouveau dans l'histoire politique, exigeait la mise au point de nouvelles méthodes de combat: or il existe une évidente relation entre l'intelligence d'un phénomène et le choix des moyens dont on dispose pour agir sur lui.

L'évocation de la guerre qui n'eut point du entraîner de semblables difficultés, représente en fait, pour une partie de l'opinion publique, une menace que les illusions nées du Pacte Briand-Kellogg ont tôt fait de conjurer. Les communistes, de leur côté, tout en voyant seulement un leurre dans l'accord franco-américain, tout en exprimant la conviction que la guerre, impérialiste et anti-soviétique, restait le but auquel tendait la politique des gouvernements capitalistes, ne croyaient pas, Maurice Thorez le relèvera, que cette guerre fut plus menaçante en 1929 qu'elle ne l'avait été en 1925 ou en 1927¹³.

La lutte contre la guerre, dans ces conditions, apparaissait un peu, dans les discours des communistes, jusqu'en 1929, comme une formule rituelle.

La lutte contre le fascisme présente un caractère analogue¹⁴. Si l'hostilité des partis de gauche est nette, les scissions que le bolchévisme a provoquées au sein du mouvement ouvrier, pesaient sur les consciences et brouillaient l'analyse du phénomène fasciste.

Pour les socialistes, le fascisme est le produit d'une évolution générale qui a amené la politique capitaliste et bourgeoise, en de nombreux pays, a des méthodes de violence. La France ne figure heureusement pas parmi ces nombreux pays, malgré les régimes autoritaires qui apparaissent à de certains moments de son histoire¹⁵. C'est très vague.

Ce qui contrarie l'analyse, c'est que la saisie d'un phénomène nouveau s'opère toujours au moyen de références à des situations antérieures. Or l'Europe avait offert avant 1914 maints exemples de régimes absolutistes, appuyés sur une police toute puissante et usant de mesures répressives contre un mouvement ouvrier naissant ou contre des intellectuels libéraux. La tentation était grande de ne voir dans le fascisme qu'une forme nouvelle de cet absolutisme. D'une manière générale, on distingue mal le fascisme des régimes de réaction.

Les dangers de cette confusion n'échappent pas à un observateur aussi averti que Palmiro Togliatti, le fondateur, au congrès de Livourne, du parti communiste italien, avec Terracini et Gramsci: il était indéniablement bien placé pour connaître le fascisme.

En 1928 nous trouvons sous sa plume cet avertissement:

"Je veux examiner la généralisation erronée à laquelle on se livre habituellement en se servant du mot "fascisme". On a pris l'habitude de désigner ainsi n'importe quelle forme de réaction (...) Si nous prenons pour point de départ le proverbe d'après lequel "la nuit tous les chats sont gris" et si nous en déduisons que tous les phénomènes de réaction sont fascistes, nous n'arriverons jamais à occuper des positions politiques et tactiques solides"¹⁶.

L'analyse de l'Etat fasciste demeure toujours assez pauvre à l'intérieur du mouvement communiste. Pour le PCF le fascisme ne serait autre chose que "la forme politique et économique de la dictature de la grande bourgeoisie industrielle et des grands propriétaires fonciers à une époque

déterminée de l'évolution du capital, italien par exemple"¹⁷
L'aspect italien du fascisme prédomine et influence les analyses. "Nous affirmons - dit le même texte - l'identité de la bourgeoisie, capitaliste et du fascisme". Jugement sommaire et par trop rapide.

L'attitude des intellectuels n'est pas moins déconcertante. Jean Guéhenno veut croire que "tant de meurtres ignobles et déments, d'attentats à l'esprit, à la liberté, à la vie des hommes" sont le fait de "foules imbéciles, ou bernées, ou affamées"¹⁸. Sur les bûchers de livres, un article de Raymond Aron consacré, en septembre 1933, à la "révolution nationale en Allemagne" s'exprime avec quelque embarras: "ce bûcher est surtout symbolique, on a en réalité brûlé très peu de livres, et sans valeur" (!). Quant à "ce qui se passe dans les camps de concentration", il préfère, pour l'heure, n'en rien dire, "faute de certitude absolue"¹⁹.

Pour Jean-Richard Bloch, qui se demande avec angoisse si l'heure du dialogue est passée, maintenant qu'Hitler a placé le débat "sur le plan du fanatisme religieux", c'est précisément cette notion du fanatisme qui ouvre une issue. Après tout,

"la haine fanatique qui a opposé, les unes contre les autres, la révolution bolchévique et les démocraties occidentales n'était pas moins acerbe, il y a peu d'années; voyez comme elle s'est calmée, des deux parts! Cela paraît tenir du miracle..."²⁰.

Un mois plus tard, il fera un pas de plus en déclarant que la démocratie parlementaire n'est pas après tout qu'une des formes de gouvernements possibles. On a copié autrefois l'absolutisme royal à la française, puis la monarchie constitutionnelle anglaise. Ne serait-il pas temps que les peuples se donnent un gouvernement à leur goût et renoncent aux pastiches? Cette diversité est saine. Nous n'avons pas, s'écrit-il, d'entrer dans une Sainte-Alliance des démocraties contre les dictatures,

"nous n'avons pas lutté contre les sanglantes rêveries anti-bolcheviques de Clemenceau et de Foch pour retomber dans le même traquenard, sous le prétexte que les dictatures mussolinienne et hitlérienne ne jouiraient pas de notre agrément"²¹.

Donc il s'agissait d'agrément! Mais devons nous donc penser que ces pacifistes inconditionnels ont délibérément fermé les yeux à la nature réelle du nazisme? Ce serait injuste; mais il faut reconnaître que les prises de position de la gauche française en faveur des victimes du fascisme ont été motivées, en général, par des événements ponctuels, tels que l'incendie du Reichstag et le procès de ses pseudo-incendiaires.

Parmi ces réactions, celle d'Henri Barbusse mérite une attention particulière. Si lui aussi ne possède de la réalité qu'il décrit qu'une idée assez embrumée, il sent profondément que ce type de gouvernement doit être combattu avec la dernière énergie: il n'est pas de ceux qui sous-estiment le danger. Dès 1926 il songe à un comité antifasciste international. Et à son habitude, il s'adresse à tous, convaincu que le concours des noms divers constitue un moyen efficace pour soulever l'opinion publique. Et les noms viennent: ceux d'intellectuels de gauche, les uns engagés dans l'action communiste, d'autres plus proches de l'idéologie social-démocrate, et d'autres encore que séduisent des théories anarchisantes. C'est lui qui réussit à trouver l'écho à son Manifeste contra la guerre, c'est lui, qui est à la naissance du mouvement Amsterdam-Pleyel, si mal connu de nos jours²², qui a réuni les noms les plus célèbres tels que A. Einstein, M. Gorki, H. Mann, J. Dos Passos, Upton Sinclair, P. Langevin, R. Rolland, T. Dreyser, Sen Katayama²³.

Malgré tout, ce qui prévaut jusqu'à Munich, c'est une volonté de paix fervente, peu à peu mêlée d'angoisse et parfois de fatalisme, et c'est l'affirmation inlassable des crimes de la politique poincariste. Mais en 1933, il ne

s'agit plus de cela; c'est ce que rappelle en juillet 1933, un article de L. Trotski, exposant avec une inexorable clarté ce que vaut le "pacifisme" d'Hitler soucieux d'endormir ses voisins le temps qu'il lui faut pour se préparer à une guerre qu'il n'est pas encore en état de gagner²⁴. On ne pouvait dire plus nettement:

"Pour quelque temps, vous êtes encore les plus forts. Mais hâtez-vous, c'est le dernier moment".

Il ne semble pas que qui que ce soit ait écouté cette voix, pourtant autorisée, et l'équipe de "L'Europe" continue d'affirmer que "ce n'est pas la guerre, c'est la paix qui est mortelle pour l'hitlérisme"²⁵.

Dans la confusion des esprits après Munich, chacun éprouve le besoin de justifier sa position et de convaincre, avant l'affrontement suprême. L'idée centrale et qui prend l'aspect d'un aveu d'impuissance est que la paix vaut tous les sacrifices. René Gérin, secrétaire générale de la "Ligue internationale des combattants de la paix", auteur de plusieurs petits livres: "Si la guerre éclatait que faire", (1936), "Pacifisme intégral et guerre civile" (1937), "La paix anxieuse et obstinée" (1938), s'attaque même à la notion "le fascisme c'est la guerre". Il demande que l'on établisse une distinction entre l'antifascisme à l'usage interne dont la raison d'être est le sens de la lutte des classes et dont le premier moyen c'est le refus à l'union sacrée et l'antifascisme à l'usage externe dont il voit la raison d'être dans la volnonté nationaliste d'abattre l'Allemagne au moyen de l'union sacrée, c'est-à-dire l'acceptation du militarisme et de la guerre²⁶.

Que conclure de ces dialogues menés par des hommes qui sont aussi bien pacifistes qu'intellectuels? Dire qu'ils ont mal mesuré l'enjeu du nouveau conflit c'est prouver l'évidence. Remarquons donc que dans leur refus obstiné de voir

dans le nazisme l'expression d'un "germanisme éternel" il y avait la conviction que le nazisme dans son essence même (la négation de l'Autre comme être humain) ne peut être associé à l'image d'un peuple en particulier - il touche le monde entier. L'autre conséquence de cette attitude trouvait son expression dans le traitement de la lutte contre la guerre et contre le fascisme comme une formule rituelle.

NOTES

1. Ch. Vildrac, Sur l'organisation du pays en temps de guerre. Textes et documents, "L'Europe" t. 14, 15 05 1927, p. 64.

² L. Durtain, La guerre et l'intelligence, "L'Europe", t. 24, 15 12 1930, p. 502.

³ G. Duhamel, Anniversaire, "L'Europe", t. 5, 15 07 1924, p. 257-259.

⁴ Le slogan du Bloc National dans les élections de 1919.

⁵ L.-P. Quint, La paix par la révolution morale et juridique, "L'Europe", t. 24, 15 12 1930, p. 509-517.

⁶ Ch. Vildrac, Pour la vraie paix, "L'Europe", t. 24, p. 528-530.

⁷ R. Rolland, Par la Révolution, la Paix, Paris 1935, p. 66-67.

⁸ Il s'agit ici de cinq journaux quotidiens dont le tirage dépassait 4 millions d'exemplaires: "Petit Parisien", "Journal", "Petit Journal", "Echo de Paris", "Matin"; cf. R. Mazedier, Histoire de la presse parisienne (1631-1945), Paris 1945 p. 161.

⁹ H. Noguères, La vie quotidienne en France au temps du Front populaire 1935-1938, Paris 1977, p. 37 et suiv.

¹⁰ Dirigeants de l'Action Française.

¹¹ R. Aron, Après les élections, "L'Europe", t. 30, 15 12 1932, p. 629.

¹² Illusions identiques à celles que de nombreux libéraux et démocrates italiens avaient nourries une dizaine d'années plus tôt à l'endroit de Mussolini. Cf. l'attitude de L. Blum dans: J. Lacouture, Léon Blum, Paris 1977, p. 250-251.

¹³ "L'Humanité", 18 01 1929, L'imminence du danger de guerre.

¹⁴ En 1929, appelant à voter pour André Marty (emprisonné), "L'Humanité" titrait: "Contre la guerre et le fascisme" ce qui ne pouvait, à cette date, être autre chose qu'une formule vague.

¹⁵ Les partis politiques devant le socialisme, Editions du parti socialiste (SFIO) Paris 1932, p. 8.

¹⁶ D'après G. Cogniot, Parti pris, Paris 1976, p. 165.

¹⁷ Contre le fascisme, contre la guerre, "L'Humanité", 20 02 1929.

¹⁸ J. Guéhenno, Le nationalisme allemand, "L'Europe", t. 31, 15 04 1933, p. 629.

¹⁹ R. Aron, La révolution nationale en Allemagne", "L'Europe", t. 33, 15 09 1933, p. 267-268.

²⁰ J.-R. Bloch, Le manteau d'Arlequin, "L'Europe", t. 33, 15 09 1933 p. 129-130.

²¹ J.R? Bloch, Qu'avez-vous fait de nos légions?, "L'Europe", t. 33, 15 10 1933, p. 571.

²² Voir: J. Prézeau, Le mouvement Amsterdam-Pleyel, "Cahier d'histoire de l'Institut de recherches marxistes", 1984, n° 18, p. 85-101.

²³ Archives du Ministère des Affaires Etrangères (Paris), Série Internationale - Y, v. 389, note pour le ministre du 12 07 1932.

²⁴ L. Trotski, Hitler et le désarmement, "L'Europe" t. 32, 15 07 1933, p. 440-451.

²⁵ J. Guéhenno, Vouloir la paix, "L'Europe", t. 37,
15 04 1935, p. 565.

²⁶ R. Gérin, Pacifisme intégral et guerre civile, Paris
1937, p. 28.

FRANCUSCY INTELEKTUALISCI-PACYFISCI WOBEK WYZWANIA FASZYSTOWSKIEGO

Streszczenie

W tym przyczynku do badań nad narodzinami i zakresem walki z faszyzmem pragniemy zwrócić uwagę na postawę francuskich intelektualistów uważających się za pacyfistów lub uchodzących za takowych.

Ich głęboka dezaprobatą dla wojny, wynikająca z własnych doświadczeń wyniesionych z I wojny światowej, jak i przekonanie o nadmiernym upokorzeniu Niemiec poprzez narzucony traktat pokojowy powodowały, że rzeczywistość niemiecka lat trzydziestych docierała do ich świadomości z dużym opóźnieniem i przyjmowana była z oporami.

Potrzeba obrony własnych racji, wiara w tymczasowość hitleryzmu i niechęć przyznania racji nacjonalistom spod znaku Action Française sprzyjały mnożeniu argumentacji naczynowanej ślepotą polityczną i nadawaniu defetystycznej treści hasłu "pokoju za wszelką cenę".